



Cellule d'analyse européenne

COMMUNICATION DE LA COMMISSION
"Plan d'investissement du pacte vert pour l'Europe"
COM(2020)21

PROPOSITION DE RÈGLEMENT "établissant le Fonds pour une transition juste"
COM(2020)22

Résumé: Le *pacte vert* est une stratégie de croissance visant à rendre l'Union européenne neutre en carbone d'ici 2050. Le 14 janvier 2020, la Commission européenne a présenté, dans une Communication et une proposition de règlement, le plan d'investissement et le fonds pour le *pacte vert européen*. Elle prévoit également un alignement de la stratégie relative à la politique économique et de l'emploi de l'UE sur les priorités du *pacte vert européen*. **Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité sur la proposition de règlement « établissant le Fonds pour une transition juste » expire le 17 mars 2020.**

1. Contexte

Le *pacte vert* est une stratégie de croissance visant à rendre l'UE neutre en carbone d'ici 2050. Son objectif est de protéger le capital naturel et la santé publique contre les risques environnementaux par le biais d'une transition juste et inclusive et de transformer l'économie pour un avenir durable.

Maintenant que le Conseil européen des 13 et 14 décembre 2019 s'est rangé derrière l'objectif visant à rendre l'UE neutre en carbone d'ici 2050 et qu'il a reconnu la nécessité de mettre en place un cadre facilitateur visant à garantir une transition juste, la Commission européenne propose des orientations politiques et publie des propositions de directive et de règlement destinés à concrétiser plus avant le *pacte vert européen*.

Le Conseil européen a souligné l'importance du rôle du cadre financier pluriannuel (CFP) dans la réalisation de l'objectif de neutralité carbone. La concrétisation des objectifs en matière d'énergie et de climat nécessite en effet des investissements considérables.

La Communication et la proposition de règlement relatives au plan d'investissement et au fonds pour le *pacte vert européen* (COM(2020) 21 et 22) représentent un dispositif financier qui sera mis en œuvre afin de concrétiser le *pacte vert*. Outre cette amorce d'une stratégie de financement vert, la Commission prévoit également un alignement de la stratégie relative à la politique économique et de l'emploi de l'UE sur les priorités du *pacte vert européen*.

2. Contenu

Les lignes directrices de ces documents relatifs au pacte vert sont, en résumé, les suivantes:

Plan d'investissement du pacte vert pour l'Europe (COM(2020) 21)

Le Plan d'investissement pour une Europe durable mobilisera au moins 1 000 milliards d'euros d'investissements durables privés et publics au cours de la prochaine décennie. Ce plan créera un cadre facilitateur pour les investisseurs privés et publics, et fournira un soutien sur mesure aux administrations publiques et aux promoteurs qui lancent des projets durables.

Pour financer ce plan, des fonds du budget de l'UE (503 milliards d'euros) seront mobilisés et complétés par un cofinancement national des Fonds structurels (114 milliards d'euros), par des moyens issus du mécanisme pour une transition juste (143 milliards d'euros), par des recettes générées par le système SEQUE (25 milliards d'euros) et par des investissements réalisés par le secteur privé, qui jouera un rôle crucial dans le financement de la transition verte (279 milliards d'euros). La garantie budgétaire de l'Union dans le cadre du programme InvestEU sera utilisée à cette fin.

La Banque européenne d'investissement deviendra la banque de l'Union pour le climat et jouera un rôle de premier plan dans le financement de la transition durable.

Dès 2020, le Semestre européen pour la coordination des politiques économiques inclura une référence aux investissements publics durables et aux objectifs fixés par l'ONU en matière de développement durable. La durabilité et le bien-être des citoyens seront au cœur des politiques économiques et de la gouvernance économique.

La Commission proposera une nouvelle réglementation en matière de marchés publics verts.

Les règles en matière d'aides d'État soutiendront la transition en favorisant les types d'investissements et les montants d'aide appropriés.

Le Fonds pour une transition juste (COM(2020) 22)

Le mécanisme pour une transition juste entend apporter un soutien ciblé aux régions où la transition vers la neutralité climatique et l'économie circulaire s'accompagnera de coûts économiques et sociaux élevés en dégageant quelque 100 milliards d'euros sur la période 2021-2027.

Ce mécanisme repose sur trois piliers : le Fonds pour une transition juste (30 milliards d'euros), le Fonds de garantie InvestEU (45 milliards d'euros) et la facilité de prêt au secteur public (25 milliards d'euros) accordée par la Banque européenne d'investissement.

L'objectif du Fonds pour une transition juste est de compenser les coûts économiques et sociaux liés au pacte vert (en misant notamment sur la reconversion des travailleurs des territoires les plus touchés par la transition climatique).

Financement : le Fonds pour une transition juste sera financé à l'aide de fonds européens nouveaux (7,5 milliards d'euros), de transferts financiers issus du FEDER et du FSE+ et de ressources nationales, dont le montant sera déterminé sur la base des catégories de territoire actuelles (régions plus développées, régions en transition, régions moins développées). La capacité de financement globale de ce fonds s'élèvera à un montant entre 30 et 50 milliards d'euros.

Pour pouvoir bénéficier d'un soutien de ce fonds, les projets présentés devront remplir certaines conditions. Tout d'abord, les rapports par pays rédigés seront analysés dans le cadre du semestre européen afin de définir les régions concernées ainsi que les défis auxquels elles font face. Ensuite, des plans territoriaux de transition juste décrivant les processus de transition et les besoins spécifiques seront élaborés tant au niveau des États membres qu'au niveau des régions. Les États membres auront jusqu'au 31 décembre 2020 pour désigner les régions pouvant bénéficier d'un soutien du Fonds. La Commission européenne décidera quels projets bénéficieront d'un soutien du Fonds à l'aide de ces données.

La diversification et la reconversion économiques constitueront des critères prépondérants dans le choix de ces projets. Les projets impliquant l'utilisation de combustible fossile seront exclus. L'octroi d'un soutien dépendra des défis liés à la transition qui se présentent et de leurs répercussions sur la région concernée.

3. Cadre juridique européen :

Ces initiatives ont pour base juridique les articles 174 et suivants du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), l'Union y développant son action en vue de renforcer sa cohésion économique, sociale et territoriale, par le biais des fonds structurels, de la Banque européenne d'investissement et des autres instruments financiers existants.

Le Fonds pour une transition juste sera mis en place dans le cadre d'une gestion partagée, en étroite coopération avec les autorités nationales, régionales et locales et les différentes parties concernées.

4. Développements au sein de l'UE et au niveau belge :

La Croatie, qui assure actuellement la présidence du Conseil des ministres de l'UE, met l'accent sur une Europe verte, durable et neutre en carbone qui accorde la priorité au pacte vert¹.

Lors de la réunion du Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes qui s'est tenue le 17 décembre 2019, la Première ministre a plaidé pour des règles budgétaires européennes qui permettent aux États membres de réellement investir dans la transition climatique. La Belgique a par ailleurs défendu l'idée que si des mesures ambitieuses étaient bien sûr nécessaires, elles ne devaient cependant pas être trop radicales afin de s'assurer de l'adhésion de la population.

Le Fonds pour une transition juste (FTJ) doit – selon la proposition de règlement – bénéficier à tous les États membres, mais la répartition des moyens financiers du FTJ doit refléter la capacité des États membres à financer les investissements nécessaires pour réaliser la transition vers la neutralité climatique.

Quelques chiffres : la Pologne peut prétendre au maximum (2 milliards d'euros), l'Allemagne à 877 millions d'euros et la Belgique à 68 millions d'euros.

5. Suivi au sein de la/des commission(s) compétente(s) de la Chambre:

- Commission de l'Énergie, de l'Environnement et du Climat;
- Pour information: Comité d'avis fédéral pour les questions européennes.

Remarque: La Chambre a voté le 24 octobre 2019 une proposition de résolution relative au financement belge de la lutte contre le changement climatique².

6. Suivi au niveau des instances fédérales:

- SPF Santé publique et Environnement;
- Commission nationale Climat³.

7. Subsidiarité / Suivi parlementaire:

La Communication COM(2020)21 n'étant pas une proposition législative, elle ne peut pas faire l'objet d'un avis de subsidiarité au sens de l'article 37bis du Règlement de la Chambre.

La proposition de Règlement COM(2020)22 peut quant à elle faire l'objet d'un avis de subsidiarité.
Le délai pour formuler un avis de subsidiarité expire le 17 mars 2020.

¹ Zie:

https://vlada.gov.hr/UserDocImages/Vijesti/2019/12%20prosinac/31%20prosinca/web_FINAL_PROGRAMME_EN_FI_NAL.pdf

² Voir DOC 55 572/001, Proposition de résolution relative au "financement belge de la lutte contre le changement climatique": [lachambre.be/FLWB/PDF/55/0572/55K0572007.pdf](http://lchambre.be/FLWB/PDF/55/0572/55K0572007.pdf)

³ La Commission nationale Climat est chargée de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi d'un Plan national Climat. Elle est composée de représentants du niveau fédéral et des trois Régions.

La commission compétente peut, dans le cadre du «dialogue politique» (initiative Barroso), adresser un avis et/ou des remarques à la Commission européenne au sujet de ces textes. Cette procédure n'est pas assortie d'un délai.

Pour en savoir plus:

COMMUNICATION "*Plan d'investissement du pacte vert pour l'Europe*":

<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200021.do>

PROPOSITION DE RÈGLEMENT "*établissant le Fonds pour une transition juste*":

<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200022.do>

Descripteurs Eurovoc:	UNION EUROPÉENNE – Biodiversité – Développement durable – Politique énergétique – Politique d'investissement - Climat - Changement climatique – Pollution atmosphérique – Politique de l'environnement – Protection de l'environnement
----------------------------------	--

28.01.2020

Rédaction: Roeland Jansoone, premier conseiller, tél. 02/549.80.93, roeland.jansoone@lachambre.be



Europese analysecel

MEDEDELING VAN DE COMMISSIE
"European Green Deal Investment Plan"
COM(2020)21

ONTWERPVERORDENING "tot oprichting van het Fonds voor een rechtvaardige transitie"
COM(2020)22

Samenvatting: De *Green Deal* is een groeistrategie om de Europese Unie tegen 2050 koolstofneutraal te maken. Op 14 januari 2020 heeft de Europese Commissie in een Mededeling en een ontwerpverordening het investeringsplan en het fonds voor de *Europese Green Deal* voorgesteld. Er komt eveneens een afstemming van de strategie voor het Europees economisch en werkgelegenheidsbeleid op de prioriteiten van de *Europese Green Deal*. **De termijn om over de ontwerpverordening "tot oprichting van het Fonds voor een rechtvaardige transitie" een subsidiariteitsadvies te formuleren verstrijkt op 17 maart 2020.**

1. Context

De *Green Deal* is een groeistrategie om de EU tegen 2050 koolstofneutraal te maken. Via een rechtvaardige en inclusieve transitie wenst de *Green deal* het natuurlijk kapitaal en de volksgezondheid te beschermen tegen milieugebonden risico's en de economie te transformeren naar een duurzame toekomst.

Nu de Europese Raad van 13 en 14 december 2019 zich achter de doelstelling heeft geschaard om de EU tegen 2050 koolstofneutraal te maken en de noodzaak heeft erkend van een faciliterend kader dat een eerlijke transitie waarborgt, stelt de Europese Commissie beleidsopties, ontwerprichtlijnen en -verordeningen voor die de *Europese Green deal* nader vorm geven.

De Europese Raad beklemtoonde het belang van de rol van het meerjarig financieel kader (MFK) bij het bereiken van koolstofneutraliteit. Het halen van de klimaat- en energiedoelstellingen vergt inderdaad aanzienlijke investeringen.

De Mededeling en de ontwerpverordening betreffende het investeringsplan en het fonds voor de *Europese Green Deal* (COM(2020) 21 en 22) vormen een financieel pakket dat wordt ingezet voor de *Green deal*. Naast deze aanzet voor de groene financieringsstrategie, komt er een afstemming van de strategie voor het Europees economisch en werkgelegenheidsbeleid op de prioriteiten van de *Europese Green Deal*.

2. Inhoud

De krachtlijnen van deze documenten i.v.m. de "*Green deal*" zijn, samengevat, de volgende:

Het investeringsplan voor de Europese Green Deal (COM(2020) 21)

Het investeringsplan voor een duurzaam Europa zal in de komende tien jaar ten minste 1000 miljard EUR aan duurzame private en publieke investeringen mobiliseren. Er komt een faciliterend kader voor particuliere en publieke investeerders. De overheden en promotoren die duurzame projecten lanceren, krijgen een op maat gesneden ondersteuning.

Financiering: Om dit plan te financieren, worden middelen uit de EU begroting (503 miljard EUR) gecombineerd met nationale cofinanciering van de structuurfondsen (114 miljard EUR), het *Just Transition Mechanism* (143 miljard EUR), het ETS-systeem (25 miljard EUR) en investeringen uit de private sector, die een cruciale rol zal spelen bij de financiering van de groene transitie (279 miljard EUR). Hiertoe zal men de begrotingsgarantie van de EU in het kader van het InvestEU-programma aanwenden.

De Europese Investeringsbank wordt de "klimaatbank van de EU" en zal een prominente rol spelen in de financiering van de duurzame transitie.

Vanaf 2020 omvat het Europees Semester voor coördinatie van het economisch beleid een verwijzing naar groene overheidsinvesteringen en de VN-doelstellingen voor duurzame ontwikkeling. De duurzaamheid en het welzijn van de burgers staan centraal in het economisch beleid en de economische governance.

De Commissie zal nieuwe regelgeving op het gebied van groene overheidsopdrachten voorstellen.

De staatssteunregels zullen de transitie ondersteunen door de juiste types investeringen en steunbedragen te bevorderen.

Het Fonds voor een rechtvaardige transitie (COM(2020) 22)

Het *Just Transition Mechanism* wenst met gerichte steun over de periode 2021-2027 circa 100 miljard EUR vrij te maken voor de regio's, waar de transitie naar een klimaatneutrale en circulaire economie tot hoge economische en sociale kosten leidt.

Het mechanisme bevat 3 pijlers: het Fonds voor een rechtvaardige transitie (30 miljard EUR), het investEU-garantiefonds (45 miljard EUR) en het Public Sector Loan Facility (25 miljard EUR) bij de Europese Investeringsbank.

Doel van het Fonds voor een rechtvaardige transitie is het opvangen van de economische en sociale kosten van de Green deal (o.a. via de omscholing van de werknemers in de gebieden die het zwaarst zijn getroffen door de klimaattransitie).

Financiering: Het Fonds voor een rechtvaardige transitie zal gefinancierd worden met nieuwe EU-middelen (7,5 miljard EUR), transfers van EFRO en ESF+ en nationale middelen, gebaseerd op de bestaande regio-indeling (meer ontwikkelde regio's, overgangsregio's en minder ontwikkelde regio's). Globaal zou dit 30 tot 50 miljard EUR opleveren.

Om op steun uit dit fonds beroep te kunnen doen, zullen de voorgestelde projecten aan bepaalde voorwaarden moeten voldoen. Vooreerst zullen de in het raam van het Europees semester opgestelde landverslagen geanalyseerd worden om de betrokken regio's en de uitdagingen waarmee zij worden geconfronteerd, te bepalen. Daarna zullen zowel op lidstaat- als op regioniveau territoriale plannen voor een rechtvaardige transitie worden opgesteld met een beschrijving van de transitieprocessen en de specifieke noden. De lidstaten moeten vóór 31 december 2020 de regio's aanduiden die voor steun in aanmerking komen. Aan de hand van deze gegevens zal de Europese Commissie beslissen welke projecten steun krijgen van het fonds.

Economische diversificatie en reconversie zullen bij de bepaling van deze projecten belangrijke criteria zijn. Projecten die met fossiele brandstof te maken hebben, zijn uitgesloten. De toewijzing van de steun zal gebeuren in functie van de transitie-uitdagingen en hun weerslag op de betrokken regio.

3. Europees juridisch kader:

De rechtsbasis voor deze initiatieven is Artikel 174, e.v., van het Verdrag over de Werking van de Europese Unie (VWEU), waarbij de Unie haar optreden ontwikkelt gericht op de versterking van de economische, sociale en territoriale samenhang en dit ondersteunt via de structuurfondsen, de Europese Investeringsbank en de andere bestaande financieringsinstrumenten.

Het Fonds voor een rechtvaardige transitie zal worden uitgevoerd via gedeeld beheer in nauwe samenwerking met de nationale, regionale en lokale autoriteiten en belanghebbenden.

4. Ontwikkelingen in de EU en op Belgisch vlak:

Kroatië, dat momenteel voorzitter is van de Raad van ministers van de EU, legt de klemtoon op een groen, duurzaam en koolstofneutraal Europa dat aan de *Green Deal* voorrang verleent¹.

In het Adviescomité voor Europese aangelegenheden van 17 december 2019 heeft de eerste minister gepleit voor Europese begrotingsregels die de lidstaten in staat stellen om echt te investeren in de klimaattransitie. België verdedigde ook het idee dat ambitieuze maatregelen uiteraard noodzakelijk zijn, maar dat ze niet te radicaal mogen zijn om voldoende draagvlak onder de bevolking te garanderen.

Het Fonds voor een rechtvaardige transitie (JTF) moet - aldus de ontwerpverordening - alle lidstaten ten goede komen, maar de verdeling van de financiële middelen van het JTF moet de capaciteit van de lidstaten weerspiegelen om de nodige investeringen te financieren om de transitie naar klimaatneutraliteit te realiseren.

Enkele cijfers: Polen kan aanspraak maken op het maximum (2 miljard EUR), Duitsland op 877 miljoen EUR en België op 68 miljoen EUR.

5. Opvolging in de bevoegde Kamercommissie(s):

- Commissie Energie, Leefmilieu en Klimaat;
- Ter informatie: Adviescomité voor Europese aangelegenheden.

Opmerking: De Kamer heeft op 24 oktober 2019 een resolutie gestemd over de Belgische bijdrage aan de financiering van de strijd tegen de klimaatverandering².

6. Opvolging bij de federale instanties:

- De FOD Volksgezondheid en Leefmilieu;
- De Nationale Klimaatcommissie³.

7. Subsidiariteit/ Parlementaire opvolging:

Omdat de mededeling COM(2020) 21 geen ontwerp van wetgeving is, kan geen advies over de subsidiariteit worden gegeven in de zin van Art.37bis van het Kamerreglement.

¹ Zie:

https://vlada.gov.hr/UserDocsImages/Vijesti/2019/12%20prosinac/31%20prosinca/web_FINAL_PROG_RAMME_EN_FINAL.pdf

² Zie Kamer, DOC 55 572/001, Resolutie over "de Belgische bijdrage aan de financiering van de strijd tegen de klimaatverandering": <https://www.dekamer.be/FLWB/PDF/55/0572/55K0572007.pdf>

³ De Nationale Klimaatcommissie is belast met het opstellen, het uitvoeren en het opvolgen van een Nationaal klimaatplan. Ze is samengesteld uit vertegenwoordigers van het federale niveau en de drie Gestede.

Over de ontwerpverordening COM(2020)22 kan wel een subsidiariteitsadvies worden gegeven.
De termijn voor een subsidiariteitsadvies verstrijkt op 17 maart 2020.

De bevoegde commissie kan in het kader van de "politieke dialoog" (initiatief Barroso) aan de Europese Commissie een advies en/of opmerkingen formuleren over deze teksten. Deze procedure is niet gebonden aan een termijn.

Om meer te weten:

MEDEDELING "*European Green Deal Investment Plan*":

<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200021.do>

ONTWERPVERORDENING "*tot oprichting van het Fonds voor een rechtvaardige transitie*":

<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200022.do>

Eurovoc-descriptoren:	EUROPESE UNIE - Biodiversiteit - Duurzame ontwikkeling - Energiebeleid - Investeringsbeleid - Klimaat - Klimaatsverandering Luchtverontreiniging - Milieubeleid – Milieubescherming
------------------------------	---

28.01.2020

Redactie: Roeland Jansoone, Eerste adviseur, tel. 02/549.80.93, roeland.jansoone@dekamer.be